

**SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE  
2012**

**Rapport annuel des entreprises de la Zone Industriale Portuaire du Havre  
à destination du CLIC**

**Les entreprises :**

- |                   |                                 |
|-------------------|---------------------------------|
| - Care            | - Omnova Solutions              |
| - Chevron Oronite | - S.H.M.P.P.                    |
| - CIM             | - Sigalnor                      |
| - Eramet          | - TOTAL Fluides                 |
| - LBC Sogestrol   | - Total Petrochemicals France   |
| - Lubrizol        | - Total Raffinerie de Normandie |
| - Norgal          | - Yara France                   |

**Introduction**

Le CLIC de la zone industrielle portuaire du Havre a été créé par arrêté inter préfectoral du 26 janvier 2005. Il a pour mission d'améliorer l'information et la concertation des différents acteurs sur les risques technologiques, de débattre sur les moyens de prévenir et de réduire les risques, sur les programmes d'actions des responsables des activités concernées et sur l'information du public en cas d'accident.

Bien entendu, chaque exploitant d'installations à l'origine du risque, a des obligations particulières en matière de gestion de la sécurité<sup>1</sup> dont il doit rendre compte au Comité Local d'Information et de Concertation. Les entreprises de la ZIP remplissent ces obligations.

Mais elles ont décidé d'aller plus loin en s'organisant pour partager leurs expériences, améliorer leurs pratiques et répondre plus efficacement aux attentes des riverains, des salariés, des collectivités et des administrations. Ce bilan est aussi celui de leurs avancées collectives.

En voici l'essentiel...

---

<sup>1</sup> En particulier celles de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs.

## Sommaire :

• La Commission des "Risques Industriels" .....	P. 02
• La commission "Santé-Environnement-Ecologie industrielle" .....	P. 02
• L'information.....	P. 03
• La rencontre "Industries et territoires" .....	P. 04
• Le dialogue avec les associations .....	P. 04
• La Charte régionale pour la maîtrise des risques en Haute-Normandie.....	P. 04
• Le Plan de Communication d'Urgence .....	P. 05
• La réduction des risques à la source .....	P. 05
• La gestion des situations d'urgence .....	P. 06
• Le bilan des incidents significatifs .....	P. 07
• L'effort de formation .....	P. 09
• Les objectifs 2013 .....	P. 10
• Annexes : le bilan des différentes unités .....	P. 10

## La Commission "Risques Industriels"

En Haute-Normandie, la Commission des Risques Industriels de la CCI du Havre est le réseau le plus important d'entreprises industrielles mobilisées sur la maîtrise des risques et la réduction des nuisances. À ce titre, elle constitue une chambre d'écho originale et pertinente pour la mise en commun des connaissances et des pratiques et l'organisation d'un bon retour d'expérience entre les différents établissements. Son intérêt ne s'arrête pas là. Elle est aussi un espace de dialogue organisé avec tous les partenaires de proximité : les élus et responsables des collectivités, les services de l'État, les organisations syndicales et professionnelles, les représentants des associations. Résultat : depuis 2002, la qualité des relations établies lui permet d'être une force de propositions et un "générateur collectif d'idées" pour maîtriser les risques et réduire les nuisances, en conjuguant positivement les actions publiques et celles des entreprises.

En 2012, la gouvernance des projets industriels *"pour une meilleure acceptabilité"* a été l'une de ses grandes priorités.

L'enjeu est important pour la région du Havre dont le socle industriel a vocation à se développer de façon endogène et exogène mais aussi pour la Haute-Normandie toute entière qui peut profiter ailleurs des progrès réalisés ici.

La Commission des Risques Industriels de la CCI du Havre est composée des entreprises suivantes : Aircelle, Chevron Oronite, CIM, EDF, Eramet, LBC Sogestrol, Lubrizol, Norgal, Omnova, Prodergie, Sane Serc, SHMPP, Sigalnor, Total Fluides, Total Plateforme Normandie, Yara.

Elle est présidée par M. Gérard Roussel.

## La Commission "Santé-Environnement-Ecologie Industrielle"

Elle a été créée en 2008, sur le modèle de la commission des "Risques industriels". Elle travaille sur les enjeux "santé et environnement" dont le Grenelle de l'Estuaire a rappelé toute l'importance. Elle s'attache aussi à définir le potentiel de la ZIP en matière d'écologie industrielle ; une ambition partagée par d'autres partenaires comme le GPMH, déjà mobilisé.

En 2012 :

- Ses membres ont renforcé et développé leur réseau pour partager et structurer leurs connaissances et bonnes pratiques sur les enjeux "santé et environnement". Ce faisant, ils ont consolidé leur culture commune afin d'agir ensemble plus efficacement.
- Ils sont allés au contact de tous les acteurs locaux ou régionaux intéressés par l'écologie industrielle.
- Ils ont poursuivi leur dialogue avec les professionnels de santé, comme ceux de l'ARS de Haute-Normandie, afin de progresser dans la compréhension des situations locales, préalable indispensable au déploiement d'actions communes.
- Ils se sont aussi positionnés comme des partenaires positifs, présents et disponibles, pour participer à l'étude globale des risques sanitaires de la zone du Havre qui va être lancée en 2013 à l'initiative de l'ARS, de la DREAL et de la CODAH.

Les entreprises de la Commission "Santé-Environnement-Ecologie Industrielle" sont les suivantes : Aircelle, Chevron Oronite, Dresser-Rand, EDF, Eramet, Lassarat, Lubrizol, Omnova, Paganetti, Quille Construction, Renault, Sane Serc, Sedibex, Total Fluides, Total Plateforme Normandie, Trapib.

*A noter : leur nombre s'accroît régulièrement et leur spectre d'activités est de plus en plus large.*

La Commission est présidée par M. Patrick Verlaine qui a succédé à M. Michel Bergougnan.

### **L'information**

En 2012, les industriels de la ZIP ont poursuivi leur effort d'information en direction des habitants, des élus et des autres relais d'opinion grâce à l'action des commissions "Risques Industriels" et "Santé-Environnement-Ecologie Industrielle".

Rappelons qu'un dialogue de qualité entre les acteurs est un gage de réussite des actions entreprises. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la gestion des risques industriels où il existe souvent un écart important entre les perceptions des différentes parties prenantes. Depuis 2002, la Commission des Risques Industriels s'est donnée comme ambition de réduire cet écart ; une ambition partagée depuis 2008 par la Commission "Santé-Environnement-Ecologie Industrielle" sur les enjeux qui sont les siens.

En 2012, les deux commissions ont publié et diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires deux numéros de la lettre "Ensemble pour un développement industriel durable" dans lesquels les industriels font - notamment - mention des incidents survenus dans les différentes unités, des solutions apportées et du retour d'expérience.

Parmi les sujets traités, retenons notamment :

- L'Estuaire de la Seine, vitrine "écologie industrielle" du Grand Paris.
- Les opportunités de la ZIP en matière de développement d'économies circulaires.
- SEDIBEX comme exemple d'écologie industrielle.
- REX de l'incendie à la centrale du Havre : les réseaux sociaux incontournables.
- Les pistes de progrès pour la zone du Havre identifiées par l'étude SOFIES commandée par l'association "Ecologie industrielle Estuaire".
- Les investissements en faveur de la réduction des risques à la source.
- La dialogue avec les associations.

L'effort d'information ne se limite pas à la publication de la lettre "Ensemble pour un développement industriel durable" ; la valorisation auprès de la presse des initiatives prises pour mieux informer les populations (Allo Industrie ou la bande dessinée sur les torchères...) en est un autre exemple.

## **La rencontre "Industrie et territoire"**

La seconde édition "d'Industrie et Territoire", le nouveau rendez-vous annuel des industriels et des collectivités de l'Estuaire et de la région, s'est tenue le 4 décembre 2012 à la CCI du Havre sur le thème "Gouvernance des projets industriels – les conditions d'une meilleure acceptabilité".

Sont notamment intervenus :

- Etienne Boyer d'AREVA.
- Jacques Tricard d'OSILUB.
- Edouard Philippe, maire du Havre et président de la CODAH.
- Nicolas Mayer-Rossignol, vice-président de la Région
- Pierre de Bousquet, Préfet de Région.

Que faut-il en retenir ?

- L'estuaire est un territoire d'excellences industrielles où les industriels fonctionnent en réseaux pour créer les conditions favorables au développement de leurs activités.
- Les 3 commissions de la CCI du Havre ("Risques", "Santé", "Compétences" jouent ici un rôle important :
  - o Elles sont fédératrices : les entreprises se connaissent et travaillent ensemble.
  - o Elles sont des lieux de partage de savoirs et d'expériences.
  - o Elles sont des forces de propositions.
  - o Elles sont des interlocuteurs pour les pouvoirs publics, les associations : les entreprises participent au débat sur l'aménagement du territoire.
- L'industrie est l'un des signes distinctifs de l'Estuaire dans le cadre du "Grand Paris".
  - o C'est un atout à valoriser : les "nouvelles façons d'être" de l'industrie s'inventent aux portes de Paris.
  - o La concentration des activités est une chance puisqu'elle permet d'économiser les terres et les ressources en relevant le défi de la mutualisation.
  - o La concentration est aussi l'occasion de développer de "nouvelles économies circulaires" sans lesquelles il n'y a pas de véritable développement industriel durable.

## **Le dialogue avec les associations**

Comme chaque année, les représentants des commissions et ceux des principales associations havraises de protection de l'environnement se sont rencontrés en 2012 pour faire le point sur la situation du territoire et partager leurs préoccupations.

Résultat, il existe entre eux une *"véritable culture commune"* qui permet d'avancer dans le respect *"des différences et des sensibilités"*.

Parmi les thèmes abordés :

- L'amélioration des circuits d'information pour une plus grande réactivité.
- La gestion des compétences externalisées afin de garantir la sécurité lors de l'intervention d'entreprises extérieures sur un site de production.
- L'amélioration du suivi des salariés en matière de santé.
- La réduction des nuisances, notamment olfactives.

## **La Charte régionale pour la maîtrise des risques**

En 2012, les "SEVESO" de la ZIP ont continué à mettre en œuvre la Charte régionale pour la maîtrise des risques industriels en Haute-Normandie, promue par la DRIRE de Haute-

Normandie et signée en leur nom, en juillet 2003, par François Ruef, alors président de la Commission des Risques industriels de la CCI du Havre.

La Charte régionale est un engagement volontaire qui s'ajoute aux dispositifs existants ou prévus, notamment dans le cadre de la loi sur la prévention des risques technologiques et naturels.

- D'abord, les industriels se sont engagés à tout mettre en œuvre pour réduire, dans des conditions économiques acceptables, le risque à la source, dans l'entreprise.
- Ensuite, les élus se sont engagés à réserver au développement économique les zones "libérées de leurs contraintes" par l'effet positif des actions de réduction des risques à la source. Cette démarche présente deux avantages : elle ne gèle pas les possibilités d'extension future des entreprises ; elle évite la construction de nouveaux logements au plus près des périmètres de danger.
- Enfin, à son niveau, l'État s'est engagé à poursuivre son action pour faciliter la réduction des risques à la source et pour mieux informer le grand public et tous les acteurs concernés grâce au SIG (Système d'Information Géographique) ou aux CLIC (Comités Locaux d'Information et de Concertation).

*À noter : créé le 26 janvier 2005, le CLIC du Havre est l'un des plus importants de France. C'est un outil d'échange entre les administrations, les collectivités, les exploitants, les riverains et les salariés.*

### **La Réponse collective aux situations d'urgence sur la zone industrielle et portuaire**

Les industriels de la commission Risques Industriels poursuivent leur participation aux travaux engagés au sein de l'Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine, notamment dans le cadre de la mise en œuvre d'une réponse collective aux situations d'urgence sur la zone industrielle et portuaire (RCU ZI).

### **La réduction des risques à la source**

C'est l'un des objectifs majeurs des entreprises de la ZIP. La réduction des risques et des nuisances à la source est le moyen de contenir tout nouveau périmètre de danger dans l'environnement existant, sans impact sur les habitations. La réalisation de cet objectif passe par la mise en œuvre de programmes pluriannuels d'actions dont les spectres sont particulièrement larges.

Le montant total des investissements engagés ou réalisés en 2012, concourant directement ou indirectement à la prévention des risques et des pollutions, s'élève à plus de 99 M€.

Sa ventilation est la suivante :

<b>Établissements</b>	<b>Investissements</b>
Care	128 000 €
Chevron Oronite	1 531 000 €
CIM	3 295 393 €
Eramet	2 861 000 €
LBC Sogestrol	3 094 000 €
Lubrizol	4 160 000 €
Norgal	43 728 000 €
Omnova Solutions	653 000 €
S.H.M.P.P.	891 100 €
Sigalnor	888 000 €

Total Fluides	1 174 000 €
Total Petrochemicals	17 000 000 €
Total Raffinerie de Normandie (non compris le volet HSE des 740 M€ du projet RN 2012)	14 800 000 €
Yara	4 975 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>99 178 493 €</b>

Voir le détail en annexe dans chacune des fiches "entreprise".

### La gestion des situations d'urgence

En cohérence avec les procédures d'identification et d'évaluation des risques d'accidents majeurs et des réponses apportées pour maîtriser l'exploitation dans des conditions de sécurité optimales, les entreprises de la ZIP se sont mobilisées pour gérer les situations d'urgence et remplir leurs obligations : exercices, audits, inspections, arrêtés préfectoraux, revues de directions...

Etablissements	POI : Activations Exercices	Arrêtés préfectoraux	Inspections DREAL	Audits	Revue de di- rection
Care	Exercice : 1		3	1	
Chevron Oronite	129 (niv 1 et 2) Exercice 10	0	5	1 externe 13 internes	1
CIM	Exercices : 74	2	6	411 internes	2
Eramet	Activations : 2 Exercices : 10	1	3	15	1
LBC Sogestrol	Exercice : 31	0	3		1
Lubrizol	Exercices : 18	1	2	1 externe 4 internes	6
Norgal	Exercices : 8	2	3	0	1
Omnova Solu- tions	Activation : 1 Exercices : 10	1	3	11	
S.H.M.P.P.	Exercices : 12	0	2	4 externes 10 internes	2
Sigalnor	Exercices : 5		2	2	2
Total Fluides	Exercice : 1	2	4	1	1
Total Petro- chemicals	Activation : 1 Exercices : 14	7	16	35	
Total Raffinerie de Normandie	Activation : 1 Exercices : 32	4	16		
Yara	Exercice : 2	1	8	4	1

*À noter: le personnel des différents sites est étroitement associé à cette démarche de réduction des risques à la source par l'intermédiaire des CHSCT qui fonctionnent de manière satisfaisante. Plusieurs entreprises ont d'ailleurs mis en place des CHSCT élargis comme le prévoit la Loi Bachelot.*

### Le bilan des incidents significatifs

19 incidents significatifs sont survenus sur le territoire en 2012 ; chacun a donné lieu à la mise en œuvre d'une réponse appropriée, avec à la clé, la gestion systématique du retour d'expérience.

<b>Etablissements</b>	<b>Nbre</b>	<b>Incident</b>	<b>Actions</b>
<b>Care</b>	0		
<b>Chevron Oronite</b>	0		
<b>CIM</b>	0		
<b>Eramet</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet en Nickel suite à un dysfonctionnement à l'unité d'attaque de la matre de Nickel (24/01/2012).</li> <li>- Rejet en Nickel consécutifs à des travaux sur le réseau d'évacuation (26/04/2012).</li> <li>- Rejet en Nickel du fait d'une rétention non étanche (29/11/2012).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Modification du réseau de collecte dans cette unité.</li> <li>- Curage des boues contenues dans le canal.</li> <li>- Réfection de la rétention.</li> </ul>
<b>LBC Sogestrol</b>	1	- Débordement d'un bac lors d'une réception de produit depuis une barge vers 2 bacs. Il en ressort deux causes majeures : une estimation de l'heure de basculement bac à bac erronée suite à l'augmentation du débit de déchargement (interne), un non-respect du débit annoncé de déchargement (externe)	- Accélération du programme de déploiement des niveaux Très Haut de Sécurité sur les bacs. Revue des procédures ainsi que des modes de communication avec les barges.
<b>Lubrizol</b>	0		
<b>Norgal</b>	1	- Fuite de propane au niveau d'une tuyauterie, lors d'un déchargement d'un navire, due à un coup de bélier qui a entraîné l'ouverture d'une bride et la perte d'un joint.	- Revue de la procédure de déconsignation des lignes. Audit de supportage des lignes.
<b>Omnova Solutions</b>	5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Flash électrique lors de la coupe d'un câble sous tension (21/02/2012).</li> <li>- Echauffement localisé après une défaillance mécanique de broyeur A (23/02/2012).</li> <li>- Coupure des écrans de supervision (40 min.) et des vannes de sectionnement et débitmètres (3 min.) du fait de l'ouverture malencontreuse de deux disjoncteurs par l'électricien.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêt du chantier, rappel du mode opératoire de la dépose et coupe d'un câble, double contrôle.</li> <li>- Déclenchement du POI. Installation d'une sonde de température avec un seuil d'alerte et un seuil d'arrêt d'équipement.</li> <li>- Arrêt des transferts en cours. Ré-enclenchement des disjoncteurs. Analyse et redémarrage des équipements.</li> </ul>

		<p>- Forte odeur NH3 due à l'ouverture trop rapide de la vanne NH3 liquide sur le réacteur R 18, entraînant des coups de bélier dans la ligne liquide.</p> <p>- Montée en pression du circuit NH3 de R1 qui a provoqué un échappement de NH3 par la soupape du circuit.</p>	<p>- Installation de limiteurs de débit d'air sur l'installation et l'échappement de la vanne.</p> <p>- Mise en place d'une instruction de travail spécifique avec check-list.</p>
<b>S.H.M.P.P.</b>	1	<p>- Fuite d'une tuyauterie enterrée entre le dépôt et l'apportement qui a entraîné la perte d'une vingtaine de litres de fuel lourd.</p>	<p>- Pompage du produit, recherche de fuite, réparation temporaire, enlèvement de 25 m3 de terres souillées. Mise en place d'une nouvelle tuyauterie à l'intérieur de la tuyauterie défectueuse dans la partie sous la route, passage en aérien du reste de la tuyauterie. Contrôle des autres tuyauteries (projet de les mettre en aérien).</p>
<b>Signalnor</b>	6	<p>- 5 mises en sécurités après alarmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Défaut furtif du jaugeur redondant du réservoir pendant la période de dégel (février).</li> <li>• Détection de flamme pendant l'épisode de torchage de la sphère (mars).</li> <li>• Alarme niveau très haut de la sphère pendant la phase de remplissage en haut lors de son dégazage (mars).</li> <li>• Détection de gaz pendant l'opération de dégazage des tuyauteries de la pomperie (novembre).</li> <li>• Détection de gaz sous le hall d'emplissage suite à une mauvaise connexion de pince sur le carroussel d'emplissage 23 postes (décembre).</li> </ul> <p>- Arrêt de la sphère butane suite à une fuite sur le circuit hydraulique clapet de fond : une particule métallique empêchait l'ouverture du clapet et compromettait l'étanchéité du circuit.</p>	<p>-Vidange de la sphère, enfutage de butane par dépotage de camions citernes, installation d'un nouveau clapet, nettoyage du circuit, installation d'un filtre sur le circuit.</p>
<b>Total Fluides</b>	1	<p>- Déversement de 150 l. d'EDC 9511 au canal lors du raclage de la R1 vers la SM4.</p>	<p>- Pompage, rédaction d'un mode opératoire détaillé de l'opération de raclage, vérification du matériel.</p>

<b>Total Petro-chemicals</b>	1	- Feu de garniture d'une pompe de GPL (propylène).	- Activation cellule PC-Ex.
<b>Total Raffinerie de Normandie</b>	0		
<b>Yara</b>	0		

*A noter : en 2012, tous les incidents ont fait l'objet d'un rapport détaillé permettant d'évaluer leur "indice de dangerosité" et de décrire les actions correctives à mener...*

*Ce retour d'expérience ne se limite pas aux incidents ou anomalies survenus sur les sites havrais. En effet, les grands groupes ont mis en place des procédures permettant de transférer localement les retours d'expérience réalisés dans leurs autres établissements, parfois situés à l'étranger.*

### **L'effort de formation**

Dans chaque unité, les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont maintenant décrites. Les besoins de formation des personnels concernés ont été pris en compte et de nombreuses actions ont été mises en œuvre ou renforcées en 2012.

Par exemple :

- Formation ARI (utilisation du matériel en cas de fuite de produits chimiques).
- Formation bonnes pratiques, règles d'or de sécurité, sécurité CDD.
- Formation sécurité dans les stockages.
- Sécurité dans exploitation des usines chimiques, dans les opérations d'exploitation.
- Formations chaudières, rayonnements ionisants, élingage, travaux sur les échafaudages.
- Formations HSE, ESI, ATEX, GESIP, CFPB....
- Formations Sauveteur Secouriste du Travail (initiale ou recyclage).
- Formations membres du CHSCT, législation des installations classées.
- Formations gestion des situations d'urgence, communication en situation de crise.
- Formations lutte contre le feu (différents niveaux), manipulation des extincteurs.
- Formations cariste, pontier, transport matières dangereuses (intérieur, extérieur).
- Habilitations électriques B1VH0.

Comme l'an dernier, la formation des nouveaux embauchés et des personnels des entreprises extérieures a fait l'objet d'une attention particulière. Ce fut le cas sur plusieurs sites où les procédures d'accueil et de suivi des entreprises extérieures ont été mises en place ou renforcées, notamment lors des grands arrêts techniques.

- Formation accueil des nouveaux arrivants.
- Formation Sécurité des entreprises partenaires.

*À noter : l'obligation du MASE se généralise, d'année en année, pour les entreprises extérieures.*

### **Les objectifs 2013**

En 2013, les entreprises vont poursuivre leurs efforts dans trois domaines :

- L'anticipation des évolutions réglementaires.
- La protection de l'environnement.
- La prévention des risques.
-

Site	Invest 2013	Réglementation	Environnement	Prévention des risques
Care	30 K€	NC	Piézomètres	- Détection toxique - Matériel ATEX
Chevron Oronite	NC	NA	- Maîtrise des impacts olfactifs. - Maîtrise des dépenses liées à la gestion des déchets. - Respect des règles de tri sélectif.	- Fiabiliser les opérations de chargements - Fiabiliser le réseau d'huile chaude - Plan de modernisation du réseau d'eau incendie - Fiabiliser le réseau d'alimentation azote
CIM	2 291,6 K€	- Mise aux normes ATEX. - Etude conformité Arrêté Foudre.	- Localiser et récupérer les eaux potentiellement souillées, les envoyer au retraitement.	- Optimiser l'intervention en cas d'incendie. - Limiter les surfaces en feu en cas d'épandage ou d'incendie. - Prévenir les risques de percement des canalisations.
Eramet	1 740 K€	- Réfection d'une partie du réseau égouts. - Remplacement du matériel de protection incendie. - repérage du réseau de protection foudre. - Modification des arrêts d'urgence de l'unité de découpe métal. - Actions issues du PPRT et du PM2I.	Travaux pour mise en place de nouvelles chaudières (biomasse et gaz) en remplacement des chaudières fioul lourd.	- Confinement de l'unité de fabrication d'hydroxycarbonate de Nickel. - Mise en place d'armoires de stockage anti-feux, protection des salles électriques... - Différentes actions correctives issues du CHSCT.
LBC Sogestrol	4 506 K€		- Mise en place écrans flottants. - Etanchéité cuvettes	- Installation moyens fixes d'extinction. - Installation détection
Lubrizol	6 965K€		- Remplacement des groupes froids. - Traitement des événements lors du chargement camion. - Passage au gaz d'une chaudière à fuel. - Vidange du bassin sud vers les égouts.	- Remplacement de vanne de sectionnement, réseau incendie, de poteaux incendie, de système d'extinction automatique. - Automatisation des vannes sur le système de vidange

			- Mise en place d'un COT mètre en entrée de station d'épuration.	rapide de fluide thermique. - Sécurisation du site, de la zone de stationnement des wagons de chlore.
<b>Norgal</b>	1 100 K€	- Travaux préliminaires à la mise en conformité de la sphère TS1.		- Mise en sécurité et inertage du réservoir TK2 avant démantèlement.
<b>Omnova Solutions</b>	NC	- Actions PPRT 2013 et PM2I.		- Remise à niveau du réseau d'alerte sirène du site. - Remise à niveau d'une partie du réseau de poste déluges du parc de stockage.
<b>SHMPP</b>	1 510 K€	- Remise à niveau des cuvettes et ouvrages génie civil suite PM2I. - Inspection de 8 réservoirs.	- Modification et optimisation du circuit des eaux collectées du dépôt. - Redimensionnement d'une sous cuvette de rétention.	- Equipement de climatisation et de système d'extinction automatique du local électrique (phase 2). - Equipement d'alarmes de très haut niveau. - Equipements pour augmenter la rapidité de mise en place du matériel incendie.
<b>Signalnor</b>	NC	NC	NC	- Modernisation des moyens de détection feu et gaz. - Exercice POI avec les pompiers.
<b>Total Fluides</b>	839 K€		- Visite d'inspection de 8 réservoirs de stockage et travaux associés. - Réduction des COV (1 écran flottant).	- Pose d'évent de sécurité sur le toit de 8 réservoirs. - Refonte du réseau incendie, équipement en tuyauteries acier galvanisé (cuvettes R1, R6 et R9).
<b>Total Petrochemicals</b>	NC		- Poursuite des actions pour le contrôle des émissions de COV.	- Harmoniser les outils et moyens permettant de piloter le management de la sécurité : communication HSE, REX, indicateur de performance, réseaux-métiers. - Décliner le nou-

				<p>veau référentiel HSE de la branche RC Maestro.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser le programme du Plan d'Inspection des Tuyauteries.</li> </ul>
<b>Total Raffinerie</b>	NC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des contrôles inspection sur les tuyauteries dans les unités, finalisation du plan d'inspection pour les tuyauteries inter-unités.</li> <li>- Poursuite du plan de modernisation des installations et programmes d'inspection associés. Mise en œuvre des actions suite aux contrôles.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite du traitement et partage des REX des événements survenus dans le groupe.</li> <li>- Préparation et déploiement du nouveau référentiel de la branche RC.</li> </ul>
<b>Yara</b>	NC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi régulier des rejets en vue de l'agrément du système d'auto-surveillance.</li> <li>- Poursuite de diagnostics et de mise en conformité des structures métalliques.</li> <li>- Travaux et études associés à l'AP PPRT.</li> <li>- Remise en conformité du plan de sûreté du site.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic de la qualité du sous-sol : investigations, poursuite de la dépollution.</li> <li>- Etude de réduction des émissions de NOx (chaudières).</li> <li>- Révision du plan de surveillance des émissions de CO2 dans le cadre du PNAQ 2013/2020.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision des documents annexes du POI.</li> <li>- Améliorer la détection incendie sur l'ensemble du site.</li> <li>- Renforcer la culture sécurité, démarche « Zéro accident, Notre Choix ».</li> <li>- Plan de modernisation des installations industrielles : recensement des équipements, réalisation des états initiaux, définition des programmes de surveillance.</li> </ul>

## **ANNEXES : les fiches bilan des différentes entreprises**

Afin de faciliter l'élaboration de ce rapport, les entreprises de la ZIP du Havre ont convenu d'harmoniser, autant que possible, leurs différentes fiches bilan.

Les informations sont désormais organisées en 4 parties :

### **1 - Les actions réalisées pour la prévention des risques, des pollutions et leurs coûts.**

Il s'agit de la liste des investissements réalisés "en dur" pour réduire les risques et les pollutions...

Avec :

1. L'intitulé de l'action
2. La description de l'investissement
3. Son but
4. Son coût

### **2 - Le bilan du Système de Gestion de la Sécurité.**

Il s'agit de décrire la réalité de la mise en œuvre "dynamique" du SGS.

Avec :

1. La description des incidents significatifs
2. Les arrêtés préfectoraux
3. Le POI : exercices, déclenchements...
4. Les visites d'inspection
5. Les audits (internes/externes liés à la sécurité industrielle)
6. Les revues de direction
7. Les formations
8. L'activité du CHSCTE

### **3 - Le compte-rendu des incidents significatifs**

Les incidents significatifs sont ceux :

- qui concernent la sécurité industrielle
- qui ont fait l'objet d'un POI ou d'une déclaration à la DREAL
- ou qui, par leur caractère manifestement visible et spectaculaire, ont provoqué des interrogations dans la population.

### **4 - Les objectifs de réduction des risques et des nuisances.**

Il s'agit de décrire pour l'année en cours les actions engagées ou prévues, en matière :

- d'investissement pour réduire et maîtriser les risques et les pollutions
- de mise en œuvre du SGS
  - o Audits prévisionnels
  - o Formations

Objectif : répondre à la question "Que va-t-il se passer cette année en matière de réduction des risques et des nuisances ?"